

D 772 NICARAGUA: POLÉMIQUE AUTOUR DES MISKITOS

La situation intérieure du pays demeure tendue. Les incidents graves qui se sont produits depuis décembre dernier à la frontière du Honduras (cf. DIAL D 761) se sont poursuivis: opérations militaires d'anciens gardes somozistes, actions terroristes, manipulations de tribus indiennes, etc., sous le nom de code de "Noël rouge".

Pour "neutraliser" cette zone frontalière, le gouvernement a procédé au transfert de plus de 8000 Indiens Miskitos vers l'intérieur du pays. L'opération eut lieu en début février. Une vive polémique, déclenchée par un communiqué de l'épiscopat catholique nicaraguayen, s'ensuivit et prit des dimensions nationales.

On lira ci-dessous le communiqué des évêques, ainsi que la réponse du gouvernement sandiniste pour protester contre cette déclaration qualifiée de "peu véridique et faussée". Nous y ajoutons un troisième document: la prise de position de l'évêque John Wilson, directeur du programme social de l'Eglise morave, confession religieuse majoritaire sur la Côte atlantique du Nicaragua.

Note DIAL

1- Document de la conférence épiscopale (18 février 1982)

Les événements qui ont eu lieu depuis décembre 1981 dans la région du Fleuve Coco, à la frontière du Honduras, dans le département de Zelaya, au Nicaragua, ont atteint leur point culminant avec, d'une part, le transfert massif de populations entières de Miskitos vers l'intérieur du territoire national et avec, d'autre part, la fuite d'une partie importante de la population vers le territoire hondurien. Ces événements ont eu des effets douloureux sur tous les habitants: Miskitos, Sumos et ladinos (1) de cette région.

On sait que les affrontements armés qui se sont produits ces derniers mois dans ce secteur se sont soldés par la mort de nombreux miliciens et soldats de l'Armée populaire sandiniste, ainsi que par la mort de nombreux adversaires politiques et de quelques citoyens non concernés.

Le résultat de ces événements ce sont des dizaines de personnes arrêtées et l'évacuation par l'armée de presque tous les villages situés le long du Fleuve Coco. S'il est possible d'expliquer du point de vue militaire cette

(1) "Ladinos": les non-Indiens, c-à-d. les métis et les Blancs (NdT).

évacuation de villages entiers, nous ne pouvons cependant que regretter, du point de vue humain et chrétien, le déplacement des groupes indiens qui sont installés en ces lieux depuis des temps immémoriaux: tant leur transfert vers des installations prévues par le gouvernement dans l'intérieur du pays, que la fuite vers le territoire hondurien de nombreuses personnes probablement sous le coup de la peur ou devant les méthodes, parfois draconiennes, avec lesquelles les autres ont été transférés dans les installations prévues.

Comme pasteurs de tout le peuple, nous ressentons vivement la souffrance provoquée chez tous ces frères par le déracinement de leurs terres. Nous tenons à leur faire savoir notre souffrance, nos préoccupations, notre affection paternelle et notre sollicitude pastorale.

Nos réflexions sur les événements

Nous reconnaissons aux autorités gouvernementales le droit de prendre les mesures nécessaires à la défense de la patrie et au maintien de son intégrité territoriale. Nous reconnaissons également l'autonomie de l'Etat et son droit à décider des mesures militaires d'urgence sur tout ou partie du territoire national pour assurer la défense du pays.

Nous tenons cependant à rappeler à tous qu'il y a des droits inaliénables, qu'on ne peut en aucun cas violer. Nous constatons, avec une surprise douloureuse, qu'il y a eu des cas concrets de graves violations des droits de l'homme pour des individus, des familles et même des populations entières:

- les transferts sous forme d'opérations militaires, sans avertissement au préalable et sans discussion préparatoire;
- les marches forcées pendant des jours, sans tenir suffisamment compte des faibles, des vieillards, des femmes et des enfants;
- les exactions et les accusations de collaboration contre-révolutionnaire à l'encontre de groupes entiers de population;
- la destruction de cases, de biens et d'animaux domestiques;
- et même la mort de personnes dans des circonstances qui, bien malgré nous, nous rappellent le drame que connaissent des peuples frères.

Ce sont là des faits qui nous poussent à dénoncer vigoureusement les comportements de ceux qui, dépositaires du pouvoir et de la force, devraient toujours être les premiers à garantir le respect des droits de l'homme, et devraient presser les autorités d'appliquer les mesures disciplinaires propres à éviter dans l'avenir la répétition de tels faits.

Nous rappelons par ailleurs qu'il faut, certes, veiller à l'intégrité du territoire national comme étant un droit et un devoir de tout Nicaraguayen. Mais il faut aussi rappeler que c'est également un droit et un devoir de préserver la possession légitime ainsi que l'usage des richesses du patrimoine naturel et culturel des peuples indiens de la Côte atlantique; en eux, en effet, nous reconnaissons avec fierté nos ancêtres de race, et nous retrouvons l'identité de nos anciennes nationalités de l'époque pré-hispanique.

Observations finales

Après avoir brièvement exposé les faits qui dénotent un manque de respect envers la dignité de la personne humaine et caractérisent une violation des

droits de l'homme, comme pasteurs ouvertement solidaires des Miskitos, des Sumos et des ladinos de la Côte atlantique, nous demandons aux autorités compétentes d'ouvrir une enquête objective et de prendre les mesures nécessaires en faveur de la paix et de la tranquillité, par l'implantation de la justice dans la région.

Quant à vous, frères Miskitos, Sumos et ladinos, nous vous encourageons à oeuvrer courageusement pour conserver, cultiver et défendre votre foi et votre espérance chrétiennes auxquelles vous avez été éveillés avec amour et constance pendant tant d'années. Pour nous, comme évêques catholiques, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour continuer l'oeuvre d'évangélisation, en vous assurant de la visite périodique de votre évêque, de vos prêtres, de vos diacres et de vos religieux et religieuses.

La conférence épiscopale, en communion avec ses frères de la Côte atlantique, demande à tous les catholiques de prier et de participer avec générosité à la quête qui sera faite dans toutes les églises du pays et à toutes les messes du 7 mars, le deuxième dimanche de Carême. En décidant cette journée de prière et de solidarité pour nos frères de la Côte atlantique, à l'occasion de cette dénonciation, nous n'entendons pas méconnaître les efforts faits par le gouvernement pour répondre aux besoins des sinistrés de cette région. Notre organisme, Caritas de Nicaragua, apportera sa collaboration conformément aux désirs de la conférence épiscopale. Nous demandons aux institutions ou organisations non ecclésiastiques d'apporter leur aide aux frères de la Côte atlantique. Nous demandons au gouvernement de leur accorder toutes facilités dans leur service direct aux personnes dans le besoin.

Pour finir, dans l'impossibilité de pouvoir aider de façon identique ceux qui, pour les mêmes raisons, se trouvent en territoire hondurien, nous faisons appel à la charité de nos frères de la Conférence épiscopale hondurienne et à la générosité fraternelle de leurs organismes d'Eglise.

C'est sous le signe maternel de Marie Immaculée au coeur de laquelle est consacrée notre patrie, que nous rendons public ce message. Fait à Granada, le 18 février 1982.

Conférence épiscopale nicaraguayenne

Mgr Miguel Obando Bravo
archevêque de Managua, président
Mgr Leovigildo López Fittoria,
évêque de Granada, secrétaire
Mgr Salvador Schlaefer,
vicaire apostolique de Bluefields
Mgr Bosco Vivas Robelo,
évêque auxiliaire de Managua
Mgr Pablo A. Vega M.,
évêque de Juigalpa, vice-président
Mgr Julián L. Barni S.,
évêque de Matagalpa et adm. apos. de León
Mgr Rubén López Ardón,
évêque d'Estelí

2- Réponse du gouvernement aux évêques (22 février 1982)

La Junte gouvernementale de reconstruction nationale s'adresse au peuple de Nicaragua et à la communauté internationale pour exprimer son profond

malaise et sa préoccupation suite à la publication d'un communiqué signé de la Conférence épiscopale nicaraguayenne, daté du 17 février courant (2).

La publication de cette note, qui se rapporte de façon peu véridique et faussée à la situation sur la Côte atlantique de notre pays, a été faite par la conférence épiscopale en dehors des canaux officiels de communication établis d'un commun accord entre les évêques et la junta gouvernementale; ce fait entre en contradiction avec les relations stables, cordiales et normales qui doivent exister entre la hiérarchie de l'Eglise catholique et l'Etat révolutionnaire. La situation ainsi créée est d'autant plus délicate que la junta gouvernementale s'est adressée récemment à deux reprises aux évêques pour les inviter à visiter, les 16 et 18 février derniers, les installations de réimplantation des communautés miskitos, invitations restées sans réponse.

Le document de la conférence épiscopale, qui a d'évidentes connotations politiques et non le caractère d'un message pastoral, est rendu public à un moment calculé pour essayer de saper le climat d'unité nationale que le gouvernement révolutionnaire s'efforce de consolider par des faits précis, tels que la discussion d'une loi sur les partis devant le Conseil d'Etat, la libération des dirigeants du COSEP⁽³⁾ et la promulgation d'un plan de soutien des producteurs nationaux. Il est également évident que ce document reprend à son compte des éléments de la ligne politique agressive que le gouvernement nord-américain mène contre notre révolution; et cela se produit au moment où l'impérialisme fait ses plus graves menaces contre notre pays, allant jusqu'à des plans d'agression et de blocus discutés dans les plus hautes instances du gouvernement nord-américain.

Le document de la conférence épiscopale contribue à l'affaiblissement de points sensibles pour l'unité du peuple nicaraguayen et celle de la nation, tels que la défense des frontières du pays, le maintien de notre souveraineté et l'intégrité de territoire national menacé de séparatisme; toutes ces tâches sont courageusement menées à bien par les membres héroïques des forces armées et des milices populaires, dont bon nombre sont tombés en accomplissement de ce devoir sacré, victimes des agissements criminels de bandes constituées de gardes somozistes. Les bourreaux de notre peuple, assassins d'hier et d'aujourd'hui, ne méritent aucunement le nom d'"adversaires politiques" de nos humbles soldats, mais celui d'ennemis de tout notre peuple.

Nous attirons l'attention sur le fait que le bulletin de l'ambassade des Etats-Unis à Managua, daté du 17 février, contient les mêmes informations que celles divulguées par Radio-15 septembre, des contre-révolutionnaires somozistes, et qui opère depuis le territoire hondurien; cette radio fait état des "atrocités commises par les troupes du gouvernement sur une "tribu du Nicaragua", et que "le gouvernement nicaraguayen a adopté une "politique répressive à l'endroit des Miskitos. On a appris que des villages entiers se sont enfuis au Honduras, et de nombreuses informations font "état d'Indiens tués ou emprisonnés par l'armée nicaraguayenne". Ces mêmes arguments, dans le fond et dans la forme, on les retrouve brandis de façon étrange dans le document de la conférence épiscopale.

C'est ainsi que les évêques signalent que de nombreuses personnes ont fui vers le Honduras, "probablement sous le coup de la peur ou devant les méthodes parfois draconiennes". Mais ils oublient de dire que nombre de

(2) Le communiqué gouvernemental veut sans doute parler du 18 février (Ndt).

(3) COSEP: Conseil supérieur de l'entreprise privée (Ndt).

ceux qui se sont enfuis au Honduras sont intégrés à des camps militaires, et qu'ils ont même participé à des opérations armées à San Carlos, Rio Coco, Esquipulas, Leimus, Raití, Bilwaskarma et autres villages, opérations qui ont coûté la vie à plus de soixante frères nicaraguayens, tant civils que militaires. Il est évident que ceux qui ont traversé le Fleuve Coco ne sont pas tous des contre-révolutionnaires; mais il faut dire aussi que des groupes armés de tels délinquants ont forcé des communautés entières à abandonner le pays en traversant le Fleuve Coco; c'est tellement vrai qu'après l'évacuation, plus de 200 Miskitos qui avaient été emmenés de force au Honduras sont rentrés au Nicaragua pour se joindre pacifiquement et en toute lucidité au transfert dans l'ordre des communautés vers l'intérieur.

Les évêques déclarent regretter le transfert par le gouvernement des communautés du Fleuve Coco vers l'intérieur du pays; mais ils ne mentionnent ni ne condamnent le climat de terreur qui avait été semé dans cette zone par les agissements terroristes des bandes contre-révolutionnaires des anciens gardes somozistes; ils n'évoquent pas non plus le fait que les communautés étaient victimes de la faim et des maladies parce que les contre-révolutionnaires ne laissaient pas arriver les aliments ou les médicaments par voie fluviale, la seule voie de communication.

Dans leur communiqué, les évêques parlent de violations sérieuses des droits de l'homme. C'est une affirmation grave que nous nous devons de repousser énergiquement. Tout le monde sait, et plusieurs commissions internationales des droits de l'homme l'ont constaté, que depuis le triomphe de la Révolution les abus, les exactions et les tortures systématiques ont définitivement disparu au Nicaragua; et que, lorsque se sont produits des faits isolés d'abus, les responsables ont été sévèrement sanctionnés par les tribunaux civils et militaires.

Les évêques savent parfaitement que les communautés évacuées ne pouvaient être atteintes en camion, qu'il était impossible de passer le fleuve en raison des embuscades permanentes des contre-révolutionnaires, et que le transfert à pied était le seul mode possible d'évacuation. Le gouvernement révolutionnaire a cependant veillé à ce que l'évacuation de tous les enfants et des malades soit faite par hélicoptère, contrairement à ce que dit le communiqué des évêques. En dépit des circonstances difficiles les soins médicaux et une alimentation suffisante ont été assurés durant la marche, laquelle s'est déroulée sans aucune victime.

Par ailleurs, il est évident qu'il n'aurait pas été possible d'évacuer des milliers de personnes sans qu'un contact n'ait été établi avec les intéressés et sans leur consentement; cet accord a été obtenu moyennant un effort de persuasion et d'éclaircissement. Il est faux de dire qu'il y a eu des exactions à l'encontre de groupes entiers de population; au contraire, l'évacuation s'est faite sous le contrôle du gouvernement avec le maximum de soins possibles, dans les limites imposées par le milieu et le manque de moyens.

Les évêques ne disent pas un mot de la participation criminelle, dûment prouvée, de pasteurs moraves et de diacres catholiques à des activités contre-révolutionnaires de propagande, de logistique et d'opérations armées. Ils ne mentionnent pas non plus les activités contre-révolutionnaires et terroristes qu'ont déployées, avec le soutien de l'étranger, les ennemis de notre peuple localisés en territoire hondurien, activités qui ont précisément contraint le gouvernement révolutionnaire à prendre les mesures d'évacuation.

La Junte gouvernementale de reconstruction nationale désire faire savoir qu'à la date du 19 février, elle a convoqué Mgr Andrea Cordero Lanza di Montezémolo, nonce apostolique, à une réunion à la Maison du gouvernement, pour lui transmettre ces considérations et ces préoccupations, ainsi que pour lui faire savoir que la Junte gouvernementale demande avec urgence la venue au Nicaragua d'une mission du Vatican avec laquelle le gouvernement révolutionnaire discutera de l'avenir de ses relations globales avec la hiérarchie ecclésiastique.

Pour finir, la Junte gouvernementale de reconstruction nationale redit son profond respect des croyances religieuses du peuple de Nicaragua et renouvelle son engagement de garantir la liberté des cultes la plus totale dans le pays, conformément aux principes reconnus dans le Statut fondamental, le Statut des droits et garanties des Nicaraguayens, et la déclaration sur la religion publiée en octobre 1981 par le Front sandiniste de libération nationale (4).

Secrétariat général de la
Junte gouvernementale de reconstruction nationale
Maison du gouvernement
le 22 février 1982
"Année de l'unité face à l'agression"

3- Appel de l'Eglise morave au dialogue (20 février 1982)

Nous nous adressons aux frères de la Côte atlantique, aux frères du Pacifique et aux peuples chrétiens du monde.

Le moment actuel est extrêmement difficile au plan intérieur et international. Les problèmes de la Côte atlantique ont fait l'objet de manipulations et d'incompréhensions. Il est vrai que la route a supprimé l'isolement physique, tout comme les télécommunications; mais l'isolement culturel n'a pas été rompu. Nous avons besoin d'une acculturation réciproque.

Les Indiens peuvent donner à l'identité nicaraguayenne des racines exemptes de domination étrangère; le Pacifique peut nous apporter des formes culturelles plus développées et des avancées économiques et sociales. Le choc culturel, avec les souffrances que cela implique et les tensions parfois provoquées par une ignorance réciproque ou des erreurs d'exécution, peut se solder par un pas en avant dans l'histoire de notre peuple, dans la perspective d'un Nicaragua nouveau. Nous proposons pour cela un dialogue à plusieurs niveaux.

a) D'abord un dialogue de peuple à peuple

Un dialogue entre les Nicaraguayens du Pacifique et ceux de l'Atlantique, pour que nous nous connaissions, nous respections, nous enrichissions mutuellement grâce à nos cultures différentes mais complémentaires.

b) Un dialogue entre Eglises

La Côte atlantique a une tradition chrétienne différente, avec une majorité de chrétiens évangéliques, tandis que le Pacifique jouit d'une large majorité de catholiques. Un nouvel oecuménisme peut voir le jour, à condition que s'ouvre un dialogue large et permanent entre les chrétiens du Pacifique et ceux de l'Atlantique; que les dirigeants des

(4) Cf. DIAL D 654 (NdT).

Eglises se consultent, collaborent et travaillent ensemble à la construction du Nicaragua nouveau, pour lequel tous les chrétiens doivent se mobiliser sur la base de la décision commune prise par toutes les Eglises d'Amérique latine dans le sens du choix prioritaire des pauvres.

En tant qu'Eglise morave, avec la majorité de nos dirigeants originaires de la Côte atlantique, nous demandons à ce que s'ouvre un dialogue permanent avec nos frères chrétiens. Nous mènerons ainsi une action commune, face aux graves problèmes de l'heure, et nous pourrons éviter les actions isolées susceptibles de se révéler insuffisantes ou d'être manipulées pour devenir cause de trouble.

J'avance ici une réflexion théologique.

Pour la première fois dans l'histoire, les Eglises sont confrontées à ce choc des cultures qui comporte sans aucun doute des éléments de rupture, mais aussi une contradiction pouvant avoir des effets positifs si nous savons la manier intelligemment. La Bible nous rapporte de nombreux exemples de croisements de cultures. Israël a dû passer par de nombreux chocs de ce type; les prophètes ont toujours su y voir la main du Seigneur de l'histoire; celui-ci, de façon paradoxale mais pédagogique, faisait alors comprendre que ce qui l'intéressait c'était la formation d'un nouveau peuple faisant de tous les hommes des frères. Les Eglises de la Côte atlantique ont pour tâche de découvrir le rôle qu'elles doivent jouer dans cette nouvelle situation créée par la Révolution sandiniste.

L'incarnation du Fils de Dieu qui s'est fait homme comme nous, en tout sauf le péché, voilà ce qui doit inspirer notre action comme Eglise: Le service réel des plus exploités. Si, pour la première fois, la Révolution a pu restaurer l'identité du peuple nicaraguayen, c'est aussi pour la première fois que les plus Nicaraguayens des Nicaraguayens, c'est-à-dire les Miskitos, les Sumos, les Ramas, les ladinos et les Noirs, ont la possibilité d'être un peuple oeuvrant pour la survie de leurs cultures et de leurs valeurs, dans la perspective du développement de toute la nation. Si Christ a fait tomber le mur qui séparait deux peuples, grâce au sacrifice de la croix, c'est à nous, comme Eglises, qu'il revient de prolonger avec amour ce sacrifice douloureux en nous rapprochant les uns des autres, dans un nouvel oecuménisme utile au Nicaragua.

Nous sommes certains qu'une révolution authentique ne peut que respecter les traditions culturelles et religieuses de nos peuples, tout comme un christianisme authentique ne peut que s'incarner au sein même des transformations sociales rendant possible la vie des hommes.

c) Un dialogue Eglise-gouvernement

La Révolution sandiniste a permis que le peuple de la Côte atlantique et, en particulier, les peuples indiens parviennent à la libération de leurs énergies, asservies par des années d'exploitation et d'isolement. Nous proposons un dialogue permanent et une collaboration constante de sorte que le choc des cultures et l'énergie libérée soient mis à profit pour tous les peuples de notre patrie. L'Eglise morave doit reconnaître publiquement ses déficiences et ses erreurs, en admettant que certains de nos frères ont mené des actions contre la Révolution sandiniste et contre les intérêts profonds de notre peuple.

Nous nous proposons d'étudier avec tous les frères le mode le mieux approprié de collaboration aux plans de développement économique et social de

la Côte atlantique. Nous demandons aux autorités que, pour leur part, elles nous maintiennent informés de ces plans et qu'elles mettent en rapport le peuple avec les officiers de la sûreté d'Etat et les experts du gouvernement à propos de l'identité culturelle et des caractéristiques propres à la Côte atlantique. Nous proposons nos services pour la compréhension de la problématique atlantique, de façon à réduire les déficiences et les erreurs qui sont non pas le produit de la mauvaise volonté, mais le résultat d'une méconnaissance des problèmes de la région.

d) Un dialogue international

Les Eglises de Nicaragua, unies, peuvent devenir un moyen important de présenter au monde la réalité de notre peuple, face aux campagnes de déformation des faits, de diffamation et de pressions économiques, politiques, voire militaires. La petite Eglise morave de Nicaragua lance un appel "au peuple chrétien du monde entier", en particulier aux frères des Etats-Unis, pour qu'ils utilisent des canaux d'information directs et ne se laissent pas manipuler par des intérêts qui, tout en invoquant la défense de nos droits et de ceux des peuples indiens, ne se sont jamais souciés de notre sort ni de nos droits de l'homme.

L'Eglise morave, une Eglise majoritairement indienne, demande à tous les peuples indiens d'Amérique de nous exprimer leur solidarité et de nous aider à construire une nouvelle société qui puisse devenir le signe de la grande marche vers la libération des autres peuples indiens d'Amérique latine et d'Amérique du nord.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 240 F - Etranger 285 F - Avion 350 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441